J.A. Lausanne Domaine public

Il quitte la présidence de Nestlé

Nous avons avec M. Petitpierre des liens personnels, unilatéraux, il est vrai, et cette remarque ne l'engage pas. Nous lançons « Domaine public » que nous découvrons le palmarès de ses conseils d'administration (turbine et ciment, montres et chocolat, assurances); depuis nous en avons trouvé de plus prestigieux encore, mais pas chez un ancien président de la Confédération. La remarque justificatrice qu'il nous avait adressée à la suite d'un article polémique : les grandes entreprises sont des entreprises privées d'intérêt public, avait été à l'origine de nos discussions, de nos enquêtes, de nos descriptions de grandes sociétés suisses.

Au moment où il quitte la présidence de Nestlé, son départ permet de poursuivre. En effet dans son discours d'adieu aux actionnaires, lors de l'assemblée générale tenue à Zoug, M. Petitpierre a justifié en quatre points l'autofinancement de Nestlé. C'est un document qui complète de manière parfaite notre cahier spécial sur l'épargne négociée où l'importance accrue, de l'autofinancement est la clé de notre démonstration. Il vaut la peine de citer :

« Notre politique d'autofinancement, pratiquée depuis près de cinquante ans, est plus que jamais justifiée par quatre facteurs :

» 1. Une expansion de plus en plus multinationale comporte des risques qui sont accrus par l'instabilité politique, économique et sociale. Ces risques sont particulièrement à prendre en considération dans les pays en voie de développement où nous réalisons le 22 % de nos ventes.

» 2. L'accélération du progrès scientifique entraîne une recherche toujours plus poussée et une augmentation des investissements pour le renouvellement des installations. Il n'a fallu que le court laps

de temps de 1961 à 1966 pour que les dépenses d'investissement en terrain, bâtiments, machines, équipements etc. passent du simple au double. Les sommes consacrées à la recherche ont doublé depuis quatre ans.

» 3. La concurrence est toujours plus âpre ce qui s'explique en particulier par l'affrontement au plan international des grandes sociétés qui sont en mesure d'investir même au risque de subir des pertes pendant une certaine période en vue de la conquête de nouveaux marchés.

» 4. Enfin, dans les périodes d'instabilité internationale, la recherche des moyens financiers dont on a besoin peut se heurter à des difficultés et ces moyens peuvent être très onéreux.

» En ayant à sa disposition des moyens très importants, on peut, en cas de nécessité intervenir rapidement et à meilleur compte. »

Une deuxième remarque nous est inspirée par l'ascension à la présidence de M. Corthésy. Jadis on articulait de nombreux noms de candidats; il y eut même un temps où circulait celui de M. Schaffner ! En fin de compte, c'est un homme qui a fait carrière dans l'entreprise qui accède à l'échelon suprême; en même temps, le directeur général Waldesbühl a été porté au conseil d'administration. Ainsi de plus en plus les managers occupent les postes-clés. Les gros actionnaires, les détenteurs du capital n'apparaissent plus ou peu; les managers arrivés supplantent même les garnitures faites d'universitaire ou de magistrat.

Autofinancement et couronnement des managers, l'évolution de Nestlé est parallèle à celle des grandes entreprises américaines; c'est la mue classique du capitalisme.

Porte ouverte aux Câbleries

Les Câbleries de Cossonay ont ouvert leurs portes à des journalistes, à des invités, aux familles de leur personnel. Les hôtes reçus furent intéressés. Mais, de là à parler, comme certains thuriféraires, d'initiative exceptionnelle ! Auraient-ils reçu les livres de compte sous papier cellophane transparent ?

Ce n'est pas l'avis des milieux financiers, car presqu'à la même date (12 avril), « Finanz und Wirtschaft » écrivait :

« Une fois de plus le rapport du conseil d'administration de ce groupe industriel, qui occupe en Suisse romande une position dominante — les mauvaises langues disent le groupe d'un seul homme, chargé d'ans, le docteur honoris causa R. Stadler — ce rapport reste largement en deçà des exigences actuelles. »

Toutes les portes ne sont donc pas ouvertes; et il

reste celle, primordiale, de la présence syndicale dans l'entreprise.

P.S. — Pour illustrer, une fois de plus, l'importance de la politique d'autofinancement, relevons ce commentaire des comptes.

Toutes les dépenses d'équipement ont été portées au débit du compte de profits et pertes. Cela signifie qu'elles ont été amorties sur un seul exercice, en une année : 5 millions pour de nouvelles machines, 3 millions pour l'entretien et la modernisation de l'équipement, selon le rapport de M. Stadler. Malgré ces investissements importants, les machines et installations ne figurent que pour mémoire au bilan. C'est dire l'importance des réserves latentes, sur lesquelles, ici comme ailleurs, ouvriers et employés n'ont aucun droit.

Un référendum équivoque

Pour que le referendum ait un sens clair, il faut qu'au moment de la votation au Parlement une opposition parlementaire ou extra-parlementaire se manifeste. Dès lors, le peuple est appelé à trancher en dernière instance. C'est l'arbitre suprême.

Le referendum lancé contre la nouvelle loi sur les Ecoles polytechniques ne répond pas à ces conditions. Mais enfin on peut admettre que les motifs d'opposition soient déclarés après coup. Le délai référendaire n'est pas fait pour les chiens.

En revanche, où la clarté définitivement s'obscurcit, c'est quand on voit le parti radical zurichois soutenir le referendum. On n'a pas oublié pourtant l'opposition, non pas de principe, mais discrète, portant sur le montant des crédits, que les mêmes milieux ou des milieux approchants menèrent contre la loi sur l'aide aux Universités. Dès lors, avec de tels répondants, le résultat négatif signifiera quoi ? Jamais consultation populaire ne s'est présentée de manière aussi gribouilleuse. Il ne reste donc qu'à souhaiter que les étudiants uti-

lisent le plus possible la campagne qui précédera la votation (encore que la saison ne sera pas très propice) pour exposer à la population l'importance des problèmes universitaires.

Certes, ils ont déjà annoncé qu'ils n'avaient pas en tête, tout fait, un modèle de nouvelle loi. Leur referendum n'est pas ce qu'on pourrait appeler un referendum amendement.

Mais il serait parfaitement vain de vouloir, dans une loi, régir tous les détails d'une structure universitaire. La nouvelle loi ne pourra être, une fois admis le principe de la participation des assistants et des étudiants, qu'une loi de portée générale, qui ne se perdra pas dans les détails d'organisation, qui laissera champ libre à diverses formules d'autonomie et d'expérimentation.

Le referendum n'aura de sens, en fin de compte, que dans la mesure où ses responsables garderont l'initiative en main pour donner un sens au « non ». D'abord, sortir de l'équivoque des alliés suspects !

Bi-mensuel romand
N° 111 8 mai 1969 Sixième année

Rédacteur responsable : André Gavillet

Le numéro : 70 centimes

Abonnement pour 20 numéros :

Pour la Suisse : 12 francs

Pour l'étranger : 15 francs

Changement d'adresse : 50 centimes

Administration, rédaction :

Lausanne, Case Chauderon 142

Chèque postal 10 - 155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A., Lausanne

Aux articles de ce numéro
ont collaboré :

Ruth Dreifuss

Henri Galland

André Gavillet

Marx Lévy

Jacques Morier-Genoud

Le N° 112 sortira de presse le jeudi 22 mai 1969

Rencontre avec l'Union syndicale suisse: Approche abstraite à travers les chiffres et les statistiques

Cet article n'a pas la prétention d'épuiser toutes les questions qui se posent au mouvement syndical. Il ne s'agit ici, pour l'instant, que d'une lecture commentée de quelques chiffres.

Année après année nous publions le recensement des effectifs de l'Union syndicale. C'est un compte triste. Perte en 1968, 4679 membres ! Il faut en donner le détail que, très courageusement, la Correspondance syndicale ne dissimule pas.

	Membres 1968	Augmentation ou diminution
Métallurgistes et horlogers	129 405	— 2 040
Ouvriers sur bois et du bâtiment	89 592	— 926
Cheminots	59 934	— 741
Ouvriers du commerce, des transports et de l'alimentation	36 895	— 1 272
Personnel des services publics	39 338	+ 259
Union PTT	22 606	+ 321
Personnel du textile, de la chimie et du papier	14 388	— 617
Typographes	14 877	+ 329
Ouvriers du vêtement, du cuir et de l'équipement	6 040	— 264
Fonctionnaires postaux	6 320	— 72
Lithographes	5 227	+ 252
Ouvriers relieurs et cartoniers	4 004	— 121
Personnel des douanes	3 679	+ 62
Fonctionnaires des télégraphes et téléphones	3 705	+ 142
Tisserands de toile à bluter	514	+ 9
	436 524	— 4 679

Avant de commenter le recul des effectifs, ces 4600 en moins, ce 1,06 %, et de déboucher ainsi sur des explications immédiates, justes, mais partielles, telles que la diminution des personnes occupées dans le secteur secondaire (industriel) ou la difficulté de syndicaliser les travailleurs étrangers, il est plus intéressant de prendre du recul pour regarder, naïvement, le tableau des quinze fédérations de l'Union syndicale suisse où, par préséance numérique, l'on descend des 130 000 membres de la F.O.M.H. aux 500 des tisserands de toile à bluter (bluter : action de séparer la farine du son); ces

500 tisserands de tamis se recrutent d'ailleurs exclusivement dans le canton de Saint-Gall et d'Appenzell Rhodes-Extérieures, il ne serait pas nécessaire de le préciser, car avez-vous remarqué que l'Union syndicale lorsqu'elle publie des tableaux récapitulatifs par cantons n'en connaît que 23 ? Appenzell Rhodes-Intérieures est ignoré, de même qu'Obwald. Images de la Suisse !

La syndicalisation des salariés

Il est une première donnée que l'on aimerait obtenir d'emblée : quel est, en Suisse, le taux de syndicalisation ? en d'autres termes, ces 436 000 syndiqués que représentent-ils par rapport à l'ensemble des travailleurs salariés occupés dans le pays ? Question simple, mais la réponse se dérobe.

En effet, si l'on se réfère à la dernière étude publiée (Les fédérations syndicales suisses en 1967, Berne 1968), on constate que des éléments non comparables sont confrontés : d'une part les travailleurs occupés dans l'industrie (709 015 en 1966) et les membres de l'U.S.S. (444 198). Comparaison impossible, car une bonne part des syndiqués se rattachent à des services publics et n'ont par conséquent rien à voir avec l'industrie.

Si vous tentez d'établir un rapport branche par branche, autres difficultés. Les groupes économiques que retient la statistique officielle ne coïncident pas du tout avec le découpage de l'U.S.S. en fédérations aux frontières tourmentées.

Le plus simple, en fin de compte, serait de confronter les effectifs de l'Union syndicale avec l'ensemble des salariés. On trouverait alors (1965) le rapport suivant : environ 2,5 millions de salariés (500 000 employés de commerce, 183 000 employés techniques, 1 350 000 ouvriers notamment) pour 450 000 syndiqués.

On serait donc tenté d'écrire que le taux de syndicalisation est d'environ 18 %. Mais ce calcul n'est pas possible. Il vaut la peine d'en connaître les raisons.

Autres organisations

On objectera d'abord qu'il faudrait tenir compte des autres syndicats : Fédération suisse des syndicats chrétiens-nationaux (91 000 membres), de l'Association suisse des ouvriers et employés évangéliques (14 000), des syndicats autonomes (18 000), de la Société suisse des instituteurs (20 085), des employés de banque (14 000), des fonctionnaires de police (10 708), des fonctionnaires de l'administration centrale (10 509), etc... Précisons que les syndicats ouvriers concurrents de l'U.S.S. voient eux aussi baisser leurs effectifs.

Enfin, à signaler la toute-puissante Fédération des sociétés suisses d'employés. Elle se compose d'associations fort disparates, elle aussi. Il vaut la peine de citer :

	Membres
1. Société suisse des employés de commerce	65 220
2. Union des associations d'employés de l'industrie métallurgique et électrique VSAM	18 981
3. Union Helvetia, Société suisse des employés d'hôtel et de restaurant	15 608
4. Société suisse des contremaîtres	13 303
5. Fédération suisse des contremaîtres du bâtiment et du génie civil	3 378
6. Association suisse pour l'étude du travail	2 493
7. Association suisse des laborantins	1 681
8. Union suisse des artistes musiciens	1 373
9. Association suisse des voyageurs de commerce « Hermes »	1 051
10. Fédération suisse des inspecteurs et agents d'assurances (FSIAA)	1 015
11. Association suisse des techniciens-géomètres	970
12. Société suisse des employés de librairies	639
13. Association suisse des employés droguistes « Droga Helvetica »	270
	125 982

Certes, cette Fédération des employés collabore avec l'U.S.S. notamment dans la Communauté d'action des salariés et des consommateurs, mais l'U.S.S. en paie le prix : un accord veut que les deux

M. Samuel Schweizer et la bourse

Dans notre cahier spécial, nous avons publié à titre documentaire une étude sur la plus-value de la capitalisation boursière de trente entreprises suisses de pointe. Notre conclusion : en dix ans, 1957-1967, la valeur boursière a quadruplé. Récemment, une comparaison internationale révélait que la Suisse venait en tête de tous les pays européens pour les hausses boursières.

La question : s'agit-il uniquement d'un phénomène d'ordre spéculatif et artificiel, ou s'agit-il d'un reflet de l'enrichissement des entreprises ?

Le point de vue de M. Schweizer, qu'il exposa lors de l'assemblée générale de la Société de Banque Suisse, (7 mars), est intéressant.

Sans nier les stimulations spéculatives, il reconnaît que les cours reflètent les réserves accumulées par les sociétés suisses et confirme ainsi notre thèse.

« L'indice boursier établi par notre banque, qui comprend 84 valeurs et a pour base l'année 1958, est présentement trois fois et demie plus haut qu'il y a dix ans, soit le niveau le plus élevé qu'il ait jamais atteint. Des indices équivalents révèlent que durant la même période les cours ont augmenté de deux fois et demie en Grande-Bretagne, qu'ils ont à peu près doublé aux Pays-Bas et en Allemagne et qu'ils n'ont enregistré qu'une hausse de 40 % environ en France et en Italie... »

En temps ordinaire, le niveau des cours des actions est déterminé par les trois facteurs suivants : le bénéfice distribué, la part du bénéfice d'exploitation

retenue à des fins d'expansion, ainsi que la somme consacrée à l'amortissement des investissements nécessaires au maintien de la capacité de production ; c'est ce qu'on désigne en bloc sous le nom de « cash flow ». Selon les théories en vigueur, une élévation des cours est justifiée quand ces valeurs augmentent.

En revanche, si l'on cherche à apprécier le niveau des cours exclusivement sur la base des dividendes effectivement répartis, facteur quelque peu négligé actuellement, la hausse de trois fois et demie du niveau des cours en l'espace de dix ans peut paraître excessive par rapport aux dividendes qui ont à peu près doublé. Mais on peut admettre d'autre part que, dans le cadre de la politique d'affaires traditionnellement conservatrice de nos grandes entreprises, l'importance des bénéfices retenus et des amortissements a été proportionnellement plus grande que ne le révèlent les distributions de bénéfices. Considérée sous cet angle, on ne saurait dénier une certaine justification à la hausse enregistrée actuellement. »

Encore un point à mettre en évidence pour illustrer l'actuelle prospérité. M. Schweizer a déclaré :

« Ainsi qu'il ressort du rapport annuel, notre institut a de nouveau enregistré durant l'année écoulée un accroissement exceptionnel des fonds de tiers, soit plus de 3 milliards de francs suisses ; ce montant se répartit de la façon suivante : deux tiers environ proviennent de créanciers suisses et un peu plus d'un tiers seulement de créanciers étrangers. La contribution étrangère à cet afflux de capitaux n'est donc en aucun cas aussi grande qu'on le suppose souvent. »

Valais : vers l'impôt ecclésiastique

En Valais, « la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat » (const. VS art. 2). Jusqu'à aujourd'hui, la rémunération du seul clergé catholique et les autres frais du culte romain sont à la charge des communes dans la mesure où les revenus de fondations ecclésiastiques ou d'autres sources ne couvrent pas ces dépenses.

En mars dernier, le Conseil d'Etat valaisan a adressé au Grand Conseil un projet de « décret concernant la perception d'un impôt ecclésiastique » qui, vu son caractère nouveau, sera ensuite soumis au vote du peuple et ne produira d'effets que pour une période de dix ans.

Pourquoi un tel projet ? Le Conseil d'Etat le dit sans ambages : « On est obligé de constater que les rétributions de nos desservants de paroisses ne correspondent plus ni au niveau général des salaires, ni au minimum d'existence indispensable. »

Ainsi, en 1966, les salaires versés aux prêtres valaisans variaient de Fr. 500.— à Fr. 1300.— par mois selon les communes. Avec un revenu mensuel moyen de Fr. 900.—, l'ecclésiastique devait encore payer sa servante et tenir un ménage sans toucher aucune indemnité supplémentaire.

Donc, but du projet : procurer aux Eglises des revenus réguliers et stables. Mais, fait intéressant, la manne fiscale sera récoltée non seulement pour l'Eglise catholique, première concernée, mais aussi pour l'Eglise réformée évangélique minoritaire. Selon le décret envisagé, les communes — et non

associations ne chassent pas sur leurs terres selon une convention de « délimitation » en vigueur depuis le 13 juin 1944.

C'est là un fait d'extrême importance.

Universalité

Ainsi l'U.S.S. a renoncé à représenter la totalité des salariés. Sa vocation n'est plus universelle : regrouper tous les travailleurs.

Cette amputation volontaire développe des conséquences inévitables. L'évolution économique accroît l'importance du secteur tertiaire; le phénomène est particulièrement important en Suisse où l'activité bancaire prend un essor inouï, où les grandes industries essaient à travers le monde, mais conservent en Suisse les états-majors de direction ou de recherche. L'U.S.S. est ainsi coupée des secteurs les plus dynamiques de l'expansion.

Si l'on ne vise qu'une amélioration de la politique salariale et sociale, ce partage des zones d'influence n'offrirait guère d'inconvénients; mais si de nouvelles revendications se développent (gestion syndicale des caisses de pension, droit sur la plus-value des entreprises), elles toucheront en même temps les cadres, les employés et les ouvriers. Une nouvelle unité sera à rechercher, cols bleus et cols blancs.

Bien évidemment, ce n'est pas en rompant le traité de coexistence avec la Fédération des employés que la situation sera redressée. Mais des actions dynamiques dans le cadre des conseils d'entreprises et des revendications essentielles permettront de dépasser le cloisonnement actuel, de donner aux employés l'esprit syndical.

A défaut l'U.S.S. se retrouvera de plus en plus entre deux chaises : d'un côté des travailleurs étrangers qui lui échappent en partie, d'autre part, des employés auxquels elle n'ose pas toucher.

Il vaut la peine d'y réfléchir, car depuis 1963 le recul est constant et l'on se trouve, dès maintenant, du point de vue des effectifs dans une situation d'avant 1960.

Approche régionale

Si l'on compare les chiffres par localités et régions, on constate que le recul porte avant tout sur les localités les plus industrialisées de la Suisse alémanique.

Quelques exemples typiques, à la baisse

	1962	1967
Zurich	49 724	45 447
Winterthour	13 783	12 448
Schaffhouse	8 910	8 639
Aarau	8 144	7 767
Baden	4 478	3 931

En revanche, à la hausse

Genève	25 446	26 272
Lausanne	19 719	20 883
Fribourg	8 094	3 782

Zurich + Berne

Dans l'U.S.S., le poids de Zurich et Berne est déterminant, puisque ces deux cantons, Berne (88 000), Zurich (73 000) fournissent le tiers des effectifs suisses.

Pourtant à y regarder de plus près, la syndicalisation apparaît, compte tenu de la population active, plus faible dans les grandes régions industrielles. Une comparaison entre Vaud et Argovie est à cet égard significative. Ces deux cantons, à quelques unités près, comptent le même nombre d'ouvriers, 100 000, en revanche il y a 20 000 employés de commerce en plus dans le canton de Vaud. Or les effectifs des syndicats vont presque au double. Argovie 26 000, Vaud 42 000. Autre exemple : Genève compte 17 000 ouvriers de moins que Saint-Gall, mais d'autant plus d'employés; les populations actives de ces deux cantons sont à peu près comparables, mais on recense 26 000 syndiqués à Genève et seulement 17 000 à Saint-Gall. Si l'on a en tête la disproportion entre les deux cantons de Zurich et du Valais, est-il normal que la F.O.B.B. recrute 5000 membres sur le Rhône et 12 000 seulement sur la Limmat ?

Décentralisation

Quand on aborde de l'intérieur les Fédérations syndicales suisses, on découvre l'influence décisive de nos Confédérés. Ils sont la majorité; et certes leurs mérites ne sont pas contestables, même s'ils se déchantent un peu quand on y regarde de plus près. Ainsi la structure de l'U.S.S., à la fois centralisée et partiellement corporative, ne semble pas propre à dégager au mieux les initiatives : on y connaît une fragmentation partielle par métiers; est-il normal que le personnel d'imprimerie soit dispersé en typographes, lithographes et relieurs, que l'on distingue l'Union PTT d'une part, des fonctionnaires postaux d'autre part, sans oublier les fonctionnaires des télégraphes et téléphones ? En revanche le regroupement à l'échelle régionale et cantonale reste faible, la méfiance à l'égard des cartels syndicaux étant profonde pour des raisons historiques. Un nouvel équilibre serait aujourd'hui souhaitable. Il devrait permettre à la fois de regrouper certaines fédérations qui ne font pas le poids devant la puissante F.O.M.H., et de décentraliser régionalement. La création d'un hebdomadaire syndical romand serait la pierre de touche d'une politique de ce genre, d'une recherche d'efficacité régionale (sur ce sujet, nous avons été tout particulièrement heureux d'entendre à la télévision la prise de position catégorique et publique du nouveau secrétaire romand de l'U.S.S., M. Nobel).

Discussion ouverte

Ces problèmes, aujourd'hui, peuvent être posés sans que l'on passe pour impertinents. L'U.S.S. sait qu'elle affronte des questions difficiles, qu'elle doit trouver son « second souffle ».

Quand Ciba et Geigy collaborent étroitement, quand la métallurgie se concentre en quelques mains, il est évident qu'en face on ne peut pas se contenter de recenser annuellement la baisse des effectifs. Mais on ne s'en contentera pas, à ce que nous pressentons.

le canton — percevront un impôt spécial sur la fortune et le revenu des personnes physiques ainsi que sur le capital et le bénéfice des personnes morales; celles-ci, quoique dépourvues de conscience et de croyance, n'en sont pas moins « taillables à merci pour les impôts ecclésiastiques » (l'expression, d'un publiciste romand, vise la jurisprudence du Tribunal fédéral à laquelle se réfère le gouvernement valaisan).

Ces recettes fiscales auront pour seule fin de rétribuer le clergé et de couvrir les dépenses centrales des Eglises, les autres frais du culte incombant comme à présent aux caisses des communes ou à des fondations.

D'après le projet, les deux Eglises intéressées désigneront la majorité des membres des commissions appelées à gérer le produit de l'impôt. Ces commissions (une par Eglise), dans lesquelles siégeront des délégués de l'Etat, auront l'obligation de rendre compte chaque année de leur gestion au pouvoir temporel. C'est sur leur proposition que le Conseil d'Etat fixera tous les deux ans le taux de l'impôt ecclésiastique entre 4 et 7 % de l'impôt communal net.

Les communes verseront au Département cantonal des finances la part d'impôt ecclésiastique excédant le salaire des prêtres catholiques de la paroisse. Par l'intermédiaire de la commission de gestion de l'Eglise catholique romaine, le département affectera cette somme aux dépenses centrales de l'Eglise et aux communes dont l'impôt ecclésiastique ne suffit pas à payer le clergé.

Quant aux protestants, minoritaires, les contributions qu'ils paieront seront versées par les communes au Département des finances qui les trans-

mettra à la commission de gestion de l'Eglise réformée; une part de l'impôt ecclésiastique des personnes morales, proportionnelle au nombre des protestants parmi les contribuables des deux confessions, suivra le même sort.

Conformément à la constitution fédérale, les citoyens qui ne se rattachent pas aux Eglises bénéficiaires de l'impôt ne pourront être astreints à une telle contribution ecclésiastique spéciale. Pour en être dispensés, ils devront faire auprès des organes de taxation une « déclaration de non-appartenance aux Eglises ».

Ce projet de décret ne résout pas toutes les questions : que se passera-t-il par exemple dans le cas de foyers dont les membres se réclament de diverses religions, ou si un contribuable refuse d'indiquer sa confession ? Les difficultés d'ordre administratif qu'entraîneront la perception et la répartition de cet impôt seront nombreuses, pour ne rien dire des objections que soulève le principe de celui-ci. On peut regretter que, « favorables à une indépendance aussi large que possible des Eglises », les auteurs du projet ne soient pas allés plus loin en préconisant une entière distinction des domaines spirituel et temporel. La nécessité pour chacun de dire officiellement quelle est sa religion comme l'assujettissement des personnes morales à un impôt ecclésiastique en faveur des seuls catholiques et réformés susciteront des critiques justifiées.

Les débats du Grand Conseil apporteront peut-être quelques améliorations.

Toujours est-il que, par rapport au régime actuel dans lequel tout citoyen contribue à l'entretien de la seule Eglise catholique par le paiement de ses impôts communaux ordinaires, le projet représente

un net progrès. Il institue un régime plus satisfaisant pour l'équité fiscale et la liberté de conscience. Quand donc les Vaudois protestants emboîteront-ils le pas de leurs Confédérés catholiques ?

Œcuménisme et partage fiscal

Décidément, l'œcuménisme est un mot futuriste : la paroisse des jeunes en a fait malgré elle la démonstration. Quand une des parties décrète que « son enseignement est irréformable » et qu'elle le souligne par sa terminologie même (« le corps adorable » de Christ qui se donne à nous en nourriture) que signifie encore l'œcuménisme ? Qu'on se contente de parler de coexistence fraternelle, ou quelque chose comme ça.

Si l'œcuménisme est vide, en revanche l'entente pour élargir côte à côte au budget de l'Etat de Vaud est réalisée, en principe, depuis peu.

A ce sujet, nous aimerions préciser une fois de plus la position de D.P. L'actuel système qui exige que des minorités religieuses dont l'importante minorité catholique paient l'exercice du culte de la majorité est une injustice flagrante. Mais toute entente entre les Eglises qui ne prévoit pas un impôt à affectation spéciale (voyez notre article sur le Valais) perpétuera cette injustice en la reportant plus lourdement sur des minorités plus restreintes (non-croyants, juifs, membres de diverses sectes).

Lors de la votation populaire, l'opposition risque de

passer pour une manifestation d'hostilité anticatholique, que favoriserait l'actuel climat. Tel ne sera pas notre cas.

C'est pourquoi il valait mieux rappeler aujourd'hui ce qu'a été notre position, déjà affirmée lors de la fusion Eglise libre-Eglise nationale.

Qui sera dans l'annuaire ?

Pour mettre en échec une tentative d'une grande agence de publicité américaine qui se proposait d'éditer un annuaire téléphonique qui aurait comporté un classement par catégories professionnelles et qui aurait été financé par les annonceurs, les P.T.T. préparent un annuaire B, avec registre de professions.

Les journalistes professionnels avaient porté ce point à l'ordre du jour de leur comité central (novembre 1968). « L'administrateur, lit-on dans le Bulletin de la presse suisse, fait rapport sur la dernière séance de la commission consultative des P.T.T. Celle-ci a notamment examiné le problème posé par la publication d'un Annuaire B, contenant en particulier un registre des professions. L'assurance a été donnée qu'aucun registre des rédacteurs et journalistes ne sera publié dans cet annuaire. »

Quelles sont les professions qui seront « enregistrées », lesquelles seront « exemptées » ? Et les journalistes, pourquoi ne figurent-ils pas dans cet annuaire ? Ils ont pourtant une activité très publique ; quant aux journalistes professionnels libres, non rattachés à une rédaction, ils auraient pu souhaiter être répertoriés, puisqu'ils ont des clients. L'annuaire téléphonique B, un bon sujet de reportage !

A nos lecteurs

L'accueil reçu par notre cahier spécial a été généralement très favorable. Et ceux qui ne se sont pas prononcés sur le contenu nous ont dit avoir apprécié la présentation !

Les problèmes nouveaux suscités par le brochage et l'expédition ont pu occasionner ici ou là un retard, nous nous en excusons.

Une petite erreur dactylographique a échappé à la vigilance des correcteurs. Comme les cahiers sont des documents de travail éventuel, nous tenons à la rectifier. En page 13, dans le tableau de l'épargne nationale brute, l'épargne des ménages pour 1948 est de — 155 millions et non de 155 millions. Mais les autres calculs ont été faits à partir de la donnée exacte.

Vu les premières commandes reçues qui ont rapidement épuisé nos maigres réserves, nous envisageons de procéder à un deuxième tirage. Nous serions heureux, pour pouvoir en fixer l'importance, de recevoir les commandes ou les intentions de commande d'ici au 15 mai.

Enfin le « cahier spécial » sera l'occasion de débats et d'actions diverses sur lesquelles nous renseignerons nos lecteurs pour les y associer.

Quant au cahier consacré au service militaire différencié et au Tiers Monde, il sortira en juin.

Une voix en or

Le bulletin d'avril de l'U.B.S. apporte quelques renseignements sur l'organisation du marché de l'or à Zurich. On sait qu'il s'agit du premier marché mondial, dont le rôle est plus important que celui de Londres, où l'or ne fait que transiter.

Depuis le 17 mars 1968, les trois grandes banques commerciales suisses ont profité de l'instauration d'un marché libre de l'or pour créer leur propre pool. Le commerce de l'or s'exerçant sans contrôle

en Suisse¹, même pas de taxe douanière, ces banques se sont d'emblée assurées une situation prédominante et elles prélèvent ainsi leur tribut sur les fluctuations du système monétaire international et les crises politiques. Un graphique révélateur (mars 1968-mars 1969) illustre l'évolution du marché. Si l'on excepte l'évolution due à l'incertitude créée par l'Afrique du Sud, dont on ne savait pas si elle vendrait de l'or sur le marché libre, les hausses furent enregistrées aux dates suivantes :

Mai : agitation sociale (nous reprenons ici la terminologie de l'UBS) en France,

Août : invasion de la Tchécoslovaquie,

Novembre-décembre : inquiétudes sur le marché monétaire international,

Mars : grève générale en France.

Que la bourse de l'or soit le sismographe des secousses politiques, on ne l'ignorait pas. Mais ce que nous n'imaginions pas, c'est le perfectionnisme que les banques suisses apportent dans les transactions de MM. les spéculateurs. Le premier alinéa du bulletin de l'UBS est vraiment un document. Nous citons donc.

« Le marché de l'or à Zurich, qui est formé par l'Union de Banques Suisses, la Société de Banque Suisse et le Crédit Suisse, réalise chaque jour de 9 h. 30 à 12 h. 30 et de 14 h. à 16 h. un chiffre d'affaires de plusieurs millions de francs. L'achat et la vente de l'or se font presque uniquement par téléphone. A la banque, le spécialiste de l'or, qui dispose de compétences très étendues, doit pouvoir reconnaître ses principaux interlocuteurs à leur voix. Il traite des affaires non seulement en allemand et en français, mais aussi et surtout en anglais. Dans le commerce de l'or, les accords verbaux ont un caractère irrévocable. Les confirmations écrites sont envoyées le jour même... »

« Un acheteur désirant acquérir au comptant des barres d'or peut en demander le prix par téléphone. A l'inverse de Londres, où les cinq établissements autorisés à faire le commerce de l'or n'acceptent que des ordres « au mieux » ou « limités », Zurich donne immédiatement le renseignement désiré. S'il accepte le prix indiqué, la banque lui livrera les barres désirées. Le client doit naturellement être solvable ou bien avoir un compte ou un dépôt en banque garantissant le montant de l'achat. Si le prix lui semble trop élevé, le client peut alors indiquer la somme qu'il est prêt à payer. La banque exécutera l'ordre si, par la suite, le prix venait à baisser jusqu'à la limite fixée par l'acheteur. »

« Quelqu'un désirant vendre de l'or procédera de la même manière. »

¹ Seules la République fédérale allemande, la Belgique et le Luxembourg offrent de tels avantages, ce qui prouve bien que nous tirons profit de notre originalité.

Sonderbund

L'Office fédéral pour les assurances sociales a publié récemment (« Zeitschrift für die Ausgleichskassen » 1.1.1969, chiffres exploités par la N.Z.Z. du 20.2.1969) une statistique par cantons des sommes versées au titre de l'assurance-invalidité, rentes ordinaires.

Pour un total de 171 millions de francs (1967), on constate que le partage est curieux, si l'on calcule les montants attribués par tête d'habitant. Voici l'ordre, depuis Tessin (70 fr.) à Zoug qui ferme la marche.

Tessin	70.20 fr.
Valais	61.40 fr.
Appenzell (Rh.-Int.)	47.30 fr.
Fribourg	41.30 fr.
Uri	39.70 fr.
Vaud	38.50 fr.

Zoug 21.40 fr.

Les chiffres du Valais et du Tessin sont surprenants. Il serait naturellement abusif d'établir une corrélation confessionnelle. Nidwald et Zoug, de confession catholique, ont des taux bas.

Dès lors, il n'y a que deux explications possibles. Ou bien les cas d'invalidité sont extraordinairement plus nombreux au Valais et au Tessin, à un point qui mériterait une analyse, ou Tessin et Valais (l'application de la loi est cantonale) ont un sens aigu et empirique de la péréquation financière intercantonale. Certaines compagnies d'assurance privée ont fait des constatations semblables. Ne vont-elles pas jusqu'à prévoir, dans ces cantons, une surtaxe de primes, tant la « morbidité » y est plus forte qu'ailleurs ?

Fisc et personnes morales

Les milieux patronaux mènent actuellement une campagne de presse pour que les cantons adoptent des mesures fiscales qui ne contrarient pas les fusions d'entreprises.

Dans le maquis des dispositions cantonales, certaines fusions sont impossibles, s'écrient-ils.

Mais la gêne n'existerait pas si l'imposition des personnes morales était unifiée dans l'ensemble de la Confédération.

Qu'ils poussent la logique de leur raisonnement !

Nos lecteurs nous écrivent: Pour une médiation dans le Jura

Nous avons reçu d'un de nos lecteurs de Bex, cette lettre. Comme le précise notre correspondant, depuis longtemps il méditait d'écrire cela; le Jura nous pèse; un matin, il s'est décidé à le dire.

« Il est clair que si les Jurassiens séparatistes ou antiséparatistes) et le gouvernement bernois restent seuls face à face, on ne trouvera aucune solution. Le gouvernement, qui estime sûrement de son devoir de préserver l'unité cantonale, ne ferait que d'infimes concessions qui ne produiraient aucun apaisement. On commence à comprendre qu'il faut une intervention extérieure au canton. On y a mis du temps.

« Que faisaient les anciens Suisses quand ils ne voulaient pas régler un de leurs différends de façon sanglante à Saint-Jacques sur la Sihl, à Kappel ou à Villmergen ?

« Chacune des parties en cause nommait des « arbitres » qui se réunissaient pour délibérer. Ces arbitres, qui en somme n'étaient pas des arbitres puisqu'ils étaient juges et partie, ne pouvaient naturellement pas se mettre d'accord sur le fond du problème. Ils finissaient par s'entendre pour désigner un surarbitre impartial et s'engageaient à accepter sa décision.

« C'est bien quelque chose de ce genre que demandent les séparatistes quand ils veulent une médiation de la Confédération. Et on fait la sourde oreille depuis je ne sais combien d'années. Il a fallu des actes de violence, des manifestations tumultueuses et même des appels à l'étranger pour émouvoir l'opinion publique et décider (si ce n'est forcer) le Conseil fédéral à faire quelque chose, et encore bien timidement.

« La question n'est pas facile, sans doute. Mais n'y a-t-il en Suisse que des magistrats capables seulement de choses faciles ?

« On ne peut qu'éprouver une vive indignation devant une telle passivité. La querelle s'envenime et se passionne de plus en plus et ainsi la solution deviendra chaque jour plus difficile.

« Avec les traînasseries invraisemblables de nos autorités, Dieu sait combien de temps cela va encore durer... »

A. Cherix